

>>> climat énergie (CCE). Initialement fixée à 7 euros la tonne de CO₂, la taxe est passée à 14,50 euros en 2015 et doit atteindre les 22 euros en 2016 pour des retombées estimées à 4 milliards d'euros. Une nouvelle montée en puissance du dispositif est envisagée dans la loi de transition énergétique : jusqu'à 56 euros la tonne de CO₂ en 2020 et 100 euros en 2030, comme le préconisaient, en 2009, les conclusions du rapport d'Alain Quinet, du centre d'analyse stratégique.

À ce jour, seule la Suède, premier pays à avoir instauré une fiscalité carbone en 1991, a vu ses émissions de GES considérablement diminuer grâce à la taxe carbone et ce, au prix d'un tarif particulièrement élevé de 168 euros la tonne de CO₂. Cette contribution se délivre en fonction des quantités de combustible consommées (hydrocarbures, gaz naturel, charbon, etc.) et représentait en 2009 2,8 % du produit intérieur brut suédois. Le signal prix

doit donc être particulièrement élevé pour être efficace. Le géant pétrolier BP estime, dans un rapport sur le futur des énergies publié le 3 novembre, que l'émission d'une tonne de CO₂ devrait coûter 80 dollars (73 euros), pour totalement disqualifier le charbon. Un chiffre près de deux fois supérieur au seuil de 40 dollars fixé par certains économistes. Mais si certains grands groupes intègrent d'ores et déjà le prix du carbone dans leurs calculs de rentabilité, la question de la taxation des ménages, notamment des plus modestes – dont une partie des consommations carbonées sont contraintes (carburant, chauffage...) – peut se poser. « *Je défends l'idée d'un "chèque-vert", c'est-à-dire une réorientation d'une partie des recettes de la taxe carbone vers l'accompagnement des ménages pour aider ces derniers dans la transformation de leurs modes de consommation. C'est un système à la fois pertinent d'un point de vue écolo-*

gique et redistributif sur le plan social », explique Pascal Canfin. La directrice du FMI appelle quant à elle les ministres des Finances à réfléchir à une taxe qui « *permettra d'atteindre les objectifs d'atténuation des émissions affichés pour la conférence de Paris et les mesures d'accompagnement nécessaires afin d'aider les ménages à bas revenus les plus vulnérables à une hausse des prix de l'énergie* ».

4 740 milliards d'euros de subventions aux énergies fossiles

Les freins à la généralisation d'une tarification carbone à l'échelle planétaire demeurent toutefois nombreux. « *Le blocage est double* », pour Chantal Jouanno. « *Celui des États qui, pour certains, ne veulent pas entendre parler d'une fiscalité transnationale, et celui de l'organisation actuelle de la diplomatie internationale* » qui est, d'après la sénatrice centriste, « *incapable*

d'avancer sur de grandes structures transnationales comme ce fut pourtant le cas par le passé avec la création de l'OMC, par exemple ». L'instauration d'une fiscalité à l'échelle régionale serait déjà un signal fort pour Jean-Luc Bennahmias : « *L'émergence d'une taxe carbone européenne donnerait déjà l'image d'une Union européenne vertueuse, capable de prendre des mesures fortes collectivement* », souligne le membre de l'UDE. « *Mais l'important c'est avant tout le fonds !* » dit-il, en référence au Fonds vert pour le climat, qu'une taxation du carbone à grande échelle serait susceptible de financer. Lancé lors de la conférence de Copenhague en 2009, ce mécanisme destiné à accompagner la transition énergétique dans les pays en développement est pour le moment insuffisamment abondé. « *Les pays industriels s'étaient engagés à débloquent 100 milliards de dollars par an d'ici 2020. Nous en sommes*

pour l'instant à guère plus de 61 milliards pour l'année 2014, et encore, avec des incertitudes sur la nature de ces financements », déplore Emmanuelle Cosse.

Si l'émergence d'un prix carbone global peut-être l'un des leviers de financement de ce fonds, l'arrêt, dans un premier temps, des subventions aux énergies fossiles est indispensable. « *Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, les énergies fossiles sont nettement plus subventionnées que les renouvelables* », note Pascal Canfin. Et pour cause, les entreprises d'extraction d'énergies fossiles auraient bénéficié de 5300 milliards de dollars (4740 milliards d'euros) de subventions en 2015, d'après les dernières estimations des experts du FMI, l'équivalent de 10 millions d'euros chaque minute. Le FMI estime que la seule suppression de ces subventions permettrait de réduire instantanément de 20 % les émissions de GES à l'échelle planétaire. ☀

Point de vue

Bâtir une Union européenne de l'énergie au service de la transition énergétique

L'Union de l'énergie, une opportunité pour accélérer la transition énergétique

En 2010, Jacques Delors propose l'idée de construire une communauté européenne de l'énergie. Précisée en janvier 2015 dans un rapport de l'Institut Jacques Delors, cette idée d'Union européenne de l'énergie est reprise par la Commission européenne avec sa stratégie du 25 février 2015 et son rapport d'état publié le 18 novembre.

Alors que s'ouvre la COP21, le projet d'Union de l'énergie est crucial pour accélérer la transition énergétique. La transition énergétique est le passage d'un monde ancien à un monde nouveau. Le monde ancien est celui de systèmes énergétiques trop peu efficaces et consommant toujours plus de ressources polluantes et épuisables : pétrole, gaz et charbon. La transition énergétique amène l'émergence de systèmes plus efficaces et comportant une part croissante de sources d'énergies renouvelables : vent, soleil, biomasse ou courants marins etc.

La transition énergétique permet notamment de créer des emplois, de limiter le changement climatique, et de réduire notre dépendance énergétique et donc stratégique.

Soutenabilité, compétitivité et sécurité : les trois objectifs de l'Union de l'énergie

L'objectif ultime de la transition énergétique est que chaque Européen puisse accéder à l'énergie dont il a besoin pour sa vie quotidienne. Cette énergie doit néanmoins souscrire à trois impératifs, la durabilité, la compétitivité et la sécurité énergétique.

1. Soutenabilité. Cette énergie doit être peu polluante, car nous devons nous sauver nous-mêmes d'un changement climatique catastrophique et réduire la pollution de l'air, qui tue sept millions de personnes chaque année au niveau mondial. Cela implique d'éliminer notre consommation de charbon et de réduire celle de gaz et de pétrole, en promouvant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Dans certains pays européens, comme la Pologne et le Royaume-Uni, la transition énergétique passera aussi par un développement du nucléaire.

2. Compétitivité. Pour améliorer la compétitivité-prix des entreprises et le pouvoir d'achat des citoyens, l'énergie doit être utilisée de façon efficiente afin que la facture énergétique puisse diminuer, même lorsque les prix augmentent. Cela passe notamment par l'accélération de nos efforts d'isolation de nos bâtiments.

3. Sécurité. Cette énergie doit être produite en Europe ou provenir de pays amis, de façon à ce que nos besoins énergétiques ne contraignent pas trop notre politique étrangère, par exemple vis-à-vis du rôle de la Russie en Ukraine ou de l'Arabie saoudite dans le financement du terrorisme. Ces trois objectifs sont communs à toute l'Europe et ils seront d'autant plus rapidement atteints que nous agissons ensemble. Sur les questions énergétiques comme ailleurs, l'Union fait la force.

Efficacité, électricité, transparence et innovation : les quatre priorités de l'Union de l'énergie

L'Union de l'énergie se structure autour de quatre priorités fondamentales :

1. L'efficacité énergétique, ce que le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič, appelle le principe « *efficacité énergétique d'abord* ». Concrètement, il s'agit de fixer des standards européens ambitieux pour que tous nos produits consomment moins d'énergie. Cela stimulera l'innovation et l'emploi, tout en aidant les pays comme la France et l'Allemagne à atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés : diminuer de 50 % la consommation d'énergie d'ici à 2050.

2. La création d'un marché transnational de l'électricité. Au-delà de la libéralisation des marchés nationaux, il faut construire un marché électricité transnational d'abord avec nos voisins, puis à l'échelle européenne. Cela permettra de fournir de l'électricité propre et à bas prix, issue du soleil lorsqu'il brille, du vent lorsqu'il souffle, du nucléaire, des barrages hydroélectriques et du biogaz quand vent et soleil viennent à manquer.

3. Une véritable tarification transparente de la pollution au CO₂. Cela passe par la réforme structurelle du marché européen du carbone ainsi que par l'harmonisation des systèmes nationaux de taxation de l'énergie. L'adoption d'une taxe carbone en France avec la loi sur la transition énergétique va dans le bon sens. Le débat sur une harmonisation fiscale européenne pragmatique pourrait être relancé, par exemple en créant un cadre commun de la taxation de l'essence entre France, Allemagne et pays du Benelux.

4. La recherche et l'innovation. En développant de nouvelles technologies ainsi qu'en diffusant les technologies existantes, les Européens peuvent être moteurs de la transition énergétique mondiale et créer des millions d'emplois en Europe.

Par THOMAS PELLERIN-CARLIN
Chercheur en politique européenne de l'énergie à l'Institut Notre Europe/Jacques Delors

Pour cela, la Commission européenne appelle l'Union européenne à se doter d'une véritable stratégie d'innovation pour l'énergie.

L'Union de l'énergie se fera avec les États, au service des États et des peuples d'Europe

L'Union de l'énergie est un projet crucial qui peut accélérer, faciliter et réduire le coût de la transition énergétique. C'est dans l'intérêt des citoyens et PME d'Europe, ainsi que des États ayant déjà engagé leur transition énergétique, comme la France.

Pour que l'Union de l'énergie devienne une réalité, il faut un engagement fort des États. Le risque est que certains gouvernements ne freinent la transition énergétique pour préserver les intérêts d'une ou deux grandes entreprises. Les parlementaires nationaux ont ici un rôle crucial à jouer pour contrôler leurs gouvernements et promouvoir une vision ambitieuse d'une Union de l'énergie au service des consommateurs : entreprises et citoyens. ☀